

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74 000 Annecy

Annecy, le 08 AVR. 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Pechiney Bâtiment
60 avenue Charles de Gaulle
92200 Neuilly-sur-Seine

Références : 20260320-RAP-InspectionDechargeChedde
Code AIOT : 0006104656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 mars 2026 dans l'établissement Pechiney Bâtiment implanté CHEDDE 74 190 Passy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Pechiney Bâtiment
- CHEDDE 74 190 Passy
- Code AIOT : 0006104656
- Régime : Autorisation – Non Seveso – non IED

Le site industriel, au lieu-dit Chedde sur la commune de Passy, en bordure de l'Arve et du viaduc des Egratz, est en activité depuis 1896. Il a accueilli des productions très diversifiées : chlorates de sodium et de potassium, carbure de calcium, aluminium, graphite, ferroalliages, magnésie, perchlorates... ainsi qu'une décharge. L'établissement a été exploité par plusieurs sociétés en fonction des productions réalisées et des restructurations des groupes industriels. Enfin, précisons que durant la Première guerre mondiale, l'Armée française a produit sur le site des explosifs perchloratés.

Aujourd'hui, l'ancienne usine est occupée par la société SGL Carbon qui y fabrique des produits en graphite et par une société de travaux publics. L'ancienne décharge est quant à elle inoccupée.

En 2017, une pollution en ions perchlorate a été découverte dans la nappe du Genevois, conduisant à la fermeture de plusieurs puits d'alimentation en eau potable dans le canton de Genève. Les investigations réalisées à la suite de cette découverte ont permis d'identifier plusieurs sources potentielles de perchlorate, parmi lesquels le site industriel de Chedde Passy.

Précisons que les installations de production de perchlorate ont été arrêtées définitivement en 1990 et que la décharge a été mise en sécurité en 2000, principalement par sa couverture et la mise en place d'enrochements à sa base.

Compte tenu des différentes sociétés qui se sont succédé sur le site de Chedde et des restructurations intervenues, les ayants droits des derniers exploitants sont :

- la société ARKEMA pour les installations de production,
- la société Pechiney Bâtiment pour l'ancienne décharge.

Par arrêtés du 6 avril 2018, le préfet a prescrit à chacune de ces deux sociétés et pour l'emprise qui les concerne, des études visant à évaluer l'impact de leurs anciennes activités. Les arrêtés précités prescrivent également la surveillance des eaux souterraines dans l'environnement du site industriel.

La République et Canton de Genève ainsi que les Services Industriels de Genève ont engagé une requête en référé auprès du Tribunal administratif de Grenoble le 15 octobre 2021 à l'encontre de l'État français pris en la personne du préfet de la Haute-Savoie, de la société ARKEMA France et de Pechiney Bâtiment. La procédure est motivée par le fait que le site industriel de Chedde Passy constitue une origine potentielle des ions perchlorate découverts dans la nappe du Genevois. Une expertise a été ordonnée par le tribunal administratif de Grenoble le 26 janvier 2022 afin de déterminer les enjeux sanitaires et les responsabilités de cette pollution.

La présente inspection a porté exclusivement sur l'ancienne décharge et s'inscrit dans le cadre des missions de la DREAL d'inspection des installations classées. Son objectif était d'examiner le suivi de la mise en sécurité de l'installation et les modalités d'application de certaines dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

Thèmes de l'inspection :

- déchets,
- eaux souterraines et superficielles

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. Chaque point de contrôle est associée à une fiche de constat précisant :

- le nom donné au point de contrôle, sa référence réglementaire et la prescription contrôlée ;
- le cas échéant, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat de l'inspection des installations classées et ses observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée » : après analyse approfondie a posteriori, une modification de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats – Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Points de contrôle	Références réglementaires	Suites proposées	Délais proposés
1	Cessation d'activité	Décret du 21/09/1977, art.34.1 Alinéa I	Demande d'action corrective et de justificatif	3 mois et 6 mois selon les demandes

fiches de constats ne faisant pas l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Suivi à long terme	AP Complémentaire du 09/01/2003, art.3.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats : au vu des constats réalisés, nous demandons à l'exploitant de conduire les actions suivantes :

sous un délai de trois mois :

- réaliser ou faire réaliser une visite de l'ancienne décharge pendant ou immédiatement après des précipitations significatives et faire établir dans ce cadre :
 - un rapport de constat indiquant les conditions météorologiques pendant la semaine précédant la visite et lors de sa réalisation, la présence ou non de « flaques d'eau » sur l'ancienne décharge et, dans l'affirmative, les zones concernées et les actions prévues pour les supprimer,
 - un reportage photographique de la visite avec des prises de vues des surfaces de l'ancienne décharge et notamment des zones drainées par les nouvelles tranchées réalisées en 2025,
- réparer les dégradations de la clôture et veiller régulièrement à son intégrité,
- supprimer la végétation présente dans la tranchée drainante périphérique de l'ancienne décharge et veiller à éliminer régulièrement la pousse de végétaux dans cet ouvrage afin de lui conserver son efficacité,
- transmettre une étude quantifiant la contribution des déchets de l'ancienne décharge à la présence, dans l'aquifère supérieur, de perchlorates, chlorates, métaux, sulfates et fluorures, selon différentes hypothèses d'imperméabilité du site, notamment dans des conditions majorantes. En particulier, la situation théorique la plus pénalisante, correspondant à :
 - l'inétanchéité totale de la couverture, c'est-à-dire percolation de l'intégralité de la pluie efficace au travers des déchets,
 - la prise en compte des teneurs maximales des polluants précités mesurés dans les déchets,

sera examinée afin de disposer d'une borne supérieure de la gamme des impacts.

- transmettre les éléments justifiant les cotes de l'Arve indiquées dans le courrier du 16 mai 2025 et sur le plan des altimétries établi par ANTEA le 18 avril 2025. Il conviendra en outre de préciser si les berges de l'Arve à la cote de 604,33 m constitueraient, en cas de crue, une protection ou si des phénomènes de contournement de cet obstacle seraient possibles.

Sous un délai de 6 mois

- transmettre un compte rendu des opérations réalisées pour traiter la renouée du japon, les résultats obtenus ainsi que les actions prévues sur la base de ces résultats. Si le planning prévisionnel transmis le 19 mars 2026 devait être retardé, notamment en raison de la météo, il conviendrait d'en informer au plus vite l'inspection des installations classées et de proposer un nouveau planning.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état d'une installation classée après cessation d'activité

Référence réglementaire : Décret du 21/09/1977, article 34.1 Alinéa I
Thème : Risques chroniques, Imperméabilité de la couverture de la décharge
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, son exploitant remet son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 susvisée. Le préfet peut à tout moment imposer à l'exploitant les prescriptions relatives à la remise en état du site, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article 18 ci-dessus.
Constats : <i>Compte tenu du long historique du dossier, nous avons pris le parti, dans la présente fiche de constat, de rappeler les différentes étapes de la mise en sécurité de l'ancienne décharge afin de la rendre autoportante et d'apporter les éléments de contexte nécessaires à la compréhension des questions posées et des constats réalisés. Par ailleurs, dans la mesure où elle s'inscrit dans le cadre du suivi post-réhabilitation, plusieurs aspects de la mise en sécurité du site y sont abordés.</i> Rappel des actions réalisées – La Société PEM a élaboré un projet de réhabilitation du site, daté du 23 août 1996, dont les phases principales étaient les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• remodelage du crassier, avec façonnage de pentes fortes (4,9 % à 14,4 %) de manière à assurer un drainage efficace,• reprofilage des talus à 2 pour 1 sous contrôle d'un géomètre expert,• réalisation d'un enrochement de protection de talus, de manière à résister à la crue centennale (selon étude de la Société MECASOL)• compactage de l'ensemble de la surface du crassier,• mise en place d'une couche de transition, entre l'enrochement et les matériaux du crassier afin d'éviter la migration de fines au travers de l'enrochement,• mise en place de 0,60 m de tout venant drainant sur la surface compactée,• mise en place de 0,80 m de terre végétale en couverture finale,• végétalisation du site en collaboration avec l'ONF et l'INRA. <p>Ce projet a fait l'objet d'une étude de modélisation par la société ATE, datée de novembre 1997. À partir des modalités de la remise en état de la décharge, de sa géométrie, des caractéristiques des matériaux de couverture utilisés et des données météorologiques, cette étude conclut que « Les flux d'eau qui s'infiltrent au sommet de la décharge transitent par l'épaisseur de terre végétale puis sont drainés latéralement par la couche sablo-graveleuse perméable pour aboutir, de chaque côté de la décharge, au niveau des épaulements et du sol naturel en place où l'infiltration se produit doucement pour atteindre, en profondeur, la nappe phréatique. » Elle précise également que « les hypothèses de calcul mettent en évidence le rôle particulièrement important de la partie sommitale du dépôt, touchée par les travaux de remodelage. Les caractéristiques de perméabilité qui ont pu lui être attribuées lui confèrent une fonction de couverture très peu perméable. » Enfin, elle émet des recommandations de mise en oeuvre de cette couverture.</p> <p>Ce projet a également fait l'objet d'un avis de M. Jean-Paul RAMPNOUX, hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique pour le département de la Haute Savoie, daté du 9 novembre 1998, concluant à un avis favorable à la poursuite du projet de réhabilitation. Il formulait également des demandes portant sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• la réalisation soignée des travaux d'étanchéification et le respect des dispositions prévues,• les modalités de surveillance des eaux souterraines,• la clôture du site.

Les travaux ont été achevés en 2000.

En 2015, une visite de la société ANTEA relative à la surveillance des aménagements, notamment suite à la crue de mai 2015, a donné lieu à un rapport référencé A80544/A et intitulé « État initial des conditions de stabilité des talus et des protections hydrauliques » transmis le 30 janvier 2017. Ce rapport conclut, sur la base d'une expertise visuelle, à l'absence de désordre significatif et recommande :

- la surveillance de l'évolution des enrochements 1 fois tous les 2 ans ainsi qu'après chaque crue décennale,
- l'entretien annuel de la végétation a minima afin de supprimer le développement d'arbustes sur la couverture et dans les enrochements, permettant également d'identifier les besoins de réparation annexes (clôtures, nettoyage de la tranchée drainante périphérique...),
- la surveillance de l'évolution des berges de l'Arve pour prévenir tout phénomène d'érosion régressive vers la décharge.

Suites de l'inspection du 28 janvier 2025 – Les études et les travaux ayant été réalisés il y a plus de 20 ans, des évolutions sont susceptibles d'être intervenues, concernant notamment :

- l'efficacité de la couverture,
- les données météorologiques et relatives aux crues prises en compte.

L'exploitant nous avait indiqué qu'il mettait en oeuvre les mesures préconisées par ANTEA dans son rapport de 2015 et en particulier :

- qu'il surveillait l'évolution des enrochements et des berges de l'Arve une à deux fois par an ainsi qu'après chaque crue décennale et que ces contrôles étaient tracés,
- qu'il entretenait la végétation.

Lors de l'inspection, le 28 janvier 2025, nous avons constaté :

- quelques « bosquets » de renouée du Japon. L'exploitant nous avait indiqué qu'il cherchait une solution spécifique pour traiter cette espèce invasive, la fauche étant susceptible de la répandre et l'arrachage de dégrader la couverture du site sans garantir son éradication,
- une allée en galets de largeur approximative d'un mètre au nord de la décharge, en limite du site de la société SGL Carbon,
- une « flaque d'eau » d'environ 15 mètres de long sur 5 de large, vraisemblablement due aux pluies récentes.

La société Pechiney Bâtiment avait apporté des éléments de réponse par courriers du 16 mai et du 8 août 2025, aux demandes formulées le 16 février 2025, à l'issue de l'inspection, dont certains ont été réexaminés lors de la présente inspection.

Constats réalisés le 20 mars 2026 – Lors de l'inspection, nous avons examiné les points ci-après.

- ***création par ERG de deux tranchées drainantes, remplies de matériaux concassés sur 0,3 m ne portant pas atteinte à l'étanchéité de la couverture, afin d'éliminer le point bas responsable d'une flaque d'eau stagnante d'environ 15 m par 5 m.***

Nous avons constaté la réalisation de ces tranchées réalisées en matériaux drainant. Leur état, exempt de toute trace de ravinement et de toute végétation qui aurait pu en réduire l'efficacité, était satisfaisant.

La visite du 20 mars 2026 s'étant déroulée alors qu'aucune précipitation n'avait eu lieu depuis plusieurs jours, il n'a pas été possible de constater l'efficacité des ouvrages et notamment l'absence de « flaque d'eau » suite à des phénomènes pluvieux.

- **poursuite de la surveillance annuelle des berges de l'Arve et des enrochements de la décharge selon les recommandations suivantes formulées par ANTEA dans son rapport du 13 novembre 2024.**

L'exploitant nous a transmis, par courriel du 19 mars 2026, préalablement à l'inspection, le rapport de surveillance annuelle établi le 9 décembre 2025 par ANTEA, suite aux visites du site du 10 juin et du 14 novembre 2025. Le document mentionnait :

- la végétation naissante dans la tranchée drainante et la recommandation d'entretenir cette végétation lors des prochains entretiens paysagers,
- de légères dégradations de la clôture, constituées par des poteaux et des morceaux de grillage tordus, présentant des impacts sans conséquence sur l'intégrité du grillage, ainsi qu'une brèche à taille humaine sur le flanc ouest.

Lors de la visite, nous avons constaté la présence de végétation dans la tranchée drainante périphérique en limite nord mais surtout en limite ouest du site. Précisons que ce constat ne porte pas sur les tranchées drainantes réalisées en 2025.

Précisons, concernant la tranchée drainante au nord du site, que la société Pechiney Bâtiment avait transmis par courrier du 8 août 2025, des documents associées à trois sondages de sol réalisés dans cette même tranchée et avait indiqué, en réponse à une demande formulée à l'issue de notre inspection du 28 janvier 2025, que l'ouvrage se trouvait en partie sur les fondations d'un ancien bâtiment démoli entre 1989 et 1994. La coupe de la décharge jointe au compte rendu d'ANTEA et au présent rapport, confirme que cette tranchée est hors de l'emprise des déchets de l'ancienne décharge.

- **Efficacité de la couverture de l'ancienne décharge**

Pechiney Bâtiment a fait réaliser par RAMBOLL une étude datée du 16 mai 2025 relative à l'efficacité de la couverture qui concluait que :

- les concentrations en manganèse et en fer dans les eaux souterraines peuvent être retenues comme traceurs de la décharge,
- l'évolution de ces paramètres notamment dans les ouvrages PZ40 et PZ30 traduit la persistance de l'efficacité de sa couverture.

Lors de l'inspection, nous avons interrogé l'exploitant sur la possibilité de suivre l'efficacité de la couverture par la surveillance régulière des concentration des traceurs proposés et d'établir des critères afin de détecter une éventuelle évolution de l'imperméabilité de la couverture de l'ancienne décharge.

Les représentants des bureaux d'études présents nous ont indiqué qu'au vu de la complexité des phénomènes conditionnant les concentrations dans les eaux souterraines, la fixation de tels critères n'était pas possible.

Dans ces conditions, il nous paraît nécessaire de déterminer la contribution des déchets de l'ancienne décharge à la présence, dans l'aquifère supérieur, de perchlorates, chlorates, métaux, sulfates et fluorures dans différentes conditions et notamment, dans les conditions théoriques majorantes.

- **Traitement de la renouée du Japon.**

l'exploitant nous a transmis, par courriel du 19 mars 2026, préalablement à l'inspection, le planning prévisionnel suivant concernant le traitement de la renouée du Japon en 2026 :

- 26 mars : préparation avec coupe rase, ramassage et stockage en big-bag,
- semaine 19 (du 4 au 8 mai), premier traitement électrique,

- semaine 30 (du 20 au 24 juillet), deuxième traitement électrique,
- semaine 38 (du 14 au 18 septembre), troisième traitement électrique.

Ce planning est donné sous réserve de conditions météorologiques permettant de réaliser les opérations prévues.

- **Dimensionnement des aménagements de la décharge vis-à-vis des crues**

À l'issue de l'inspection du 28 janvier 2025, nous avons demandé à Pechiney Bâtiment de transmettre une étude de crue utilisant les dernières données disponibles et concluant sur le caractère satisfaisant ou non des dispositions mises en œuvre sur la décharge, notamment concernant les enrochements. Par courrier du 16 mai 2025, La société Pechiney Bâtiment nous avait transmis un document présentant les côtes altimétriques NGF de l'Arve (599,50 m), de ses berges (604,33 m) et du bas des enrochements de l'ancienne décharge (602,30). Le courrier précisait également que la cote de l'Arve lors d'une crue centennale serait de 601,6 m, soit 0,7 m plus bas que le bas des enrochements.

Le rapport de surveillance annuelle, au titre de l'année 2025, établi le 9 décembre 2025 par ANTEA précise que la cote de la crue centennale est comprise entre 599,1 m et 601,1 m.

Lors de l'inspection, les représentants de Pechiney Bâtiment nous ont indiqué que la cote initiale de crue de l'Arve était issue du plan de prévention des inondations et que ce chiffre avait été mis à jour pour tenir compte de la crue exceptionnelle de 2015.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

sous un délai de trois mois :

- réaliser ou faire réaliser une visite de l'ancienne décharge pendant ou immédiatement après des précipitations significatives et faire établir dans ce cadre :
 - un rapport de constat indiquant les conditions météorologiques pendant la semaine précédant la visite et lors de sa réalisation, la présence ou non de « flaques d'eau » sur l'ancienne décharge et, dans l'affirmative, les zones concernées et les actions prévues pour les supprimer,
 - un reportage photographique de la visite avec des prises de vues des surfaces de l'ancienne décharge et notamment des zones drainées par les nouvelles tranchées réalisées en 2025,
- réparer les dégradations de la clôture et veiller régulièrement à son intégrité,
- supprimer la végétation présente dans la tranchée drainante périphérique de l'ancienne décharge et veiller à éliminer régulièrement la pousse de végétaux dans cet ouvrage afin de lui conserver son efficacité,
- transmettre une étude quantifiant la contribution des déchets de l'ancienne décharge à la présence, dans l'aquifère supérieur, de perchlorates, chlorates, métaux, sulfates et fluorures, selon différentes hypothèses d'imperméabilité du site, notamment dans des conditions majorantes. En particulier, la situation théorique la plus pénalisante, correspondant à :
 - l'inétanchéité totale de la couverture, c'est-à-dire percolation de l'intégralité de la pluie efficace au travers des déchets,
 - la prise en compte des teneurs maximales des polluants précités mesurés dans les déchets,

sera examinée afin de disposer d'une borne supérieure de la gamme des impacts.

- transmettre les éléments justifiant les cotes de l'Arve indiquées dans le courrier du 16 mai 2025 et sur le plan des altimétries établi par ANTEA le 18 avril 2025. Il conviendra en outre de préciser si les berges de l'Arve à la cote de 604,33 m constitueraient, en cas de crue, une protection ou si des phénomènes de contournement de cet obstacle seraient possibles.

Sous un délai de 6 mois

- transmettre un compte rendu des opérations réalisées pour traiter la renouée du japon, les résultats obtenus ainsi que les actions prévues sur la base de ces résultats.

Si le planning prévisionnel transmis le 19 mars 2026 devait être retardé, notamment en raison de la météo, il conviendrait d'en informer au plus vite l'inspection des installations classées et de proposer un nouveau planning.

Proposition de suites : Demande d'action corrective et de justificatif.

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Suivi du site à long terme

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 9 janvier 2003, Article 3.3

Thème : Risques chroniques, suivi à long terme

Prescription contrôlée : l'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour :

- assurer le contrôle des eaux souterraines et superficielles,
- maintenir en état les différents équipements (piézomètres, buses, clôtures...)
- assurer l'entretien du site (clôture, couche de couverture finale, enrochement, chemin de visite)

Constats : lors de l'inspection nous avons constaté le bon état extérieur des piézomètres PZ1, PZ40, PZ30, PZ50, PZ20 et PZ60. Un accès spécifique a été aménagé pour réaliser les prélèvements dans l'ouvrage PZ30.

Les aménagements réalisés pour la mise en sécurité de l'ancienne décharge étaient globalement en bon état, la couverture végétale était stable et exempte de trace de ravinement. Nous avons néanmoins noté la présence de quelques bosquets de renouée du Japon, quelques dégradations légères et ponctuelles de la clôture et la présence de végétation dans certains secteurs de la tranchée drainante périphérique. La description de ces éléments ainsi que les demandes d'actions correctives correspondantes sont précisées dans la fiche de constat n°1.

Type de suites proposées : Sans suites.

ANNEXE – Coupe avec représentation de la tranchée drainante au nord du site



